

Hong Kong : Des étudiants défient la loi sur la sécurité nationale

vendredi 20 novembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2020).

Des dizaines d'étudiants ont défié la loi sur la sécurité nationale imposée en juin à Hongkong par Pékin à l'université chinoise de Hongkong (CUHK) jeudi 19 novembre, après des mois de manifestations monstres dans le territoire semi-autonome.

« *Faites la Révolution, libérez Hongkong !* », « *Une seule issue, Hongkong indépendant !* », ont entonné les étudiants, parmi d'autres slogans, lors d'une cérémonie improvisée de remise de diplômes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Il s'agit des mêmes slogans entendus lors des grandes manifestations de 2019, déclarés illégaux dans le cadre de la nouvelle loi sur la sécurité nationale qui prévoit des peines allant jusqu'à la prison à vie. Les étudiants ont également entonné « *Gloire à Hongkong* », une chanson bannie dans le cadre de la nouvelle loi.

L'université, qui avait vu des affrontements parfois violents en 2019 entre étudiants et policiers anti-émeute, a précisé dans un communiqué que des graffitis avaient été apposés sur plusieurs endroits et qu'elle l'avait dénoncé à la police.

« *Mon vœu le plus cher le jour de ma remise du diplôme c'est la chute du parti communiste chinois* », a déclaré à l'AFP l'un des étudiants, âgé de 22 ans, qui s'est identifié comme Wong.

« *Pour être honnête, le mouvement est désormais fini* », a dit de son côté une étudiante disant s'appeler Amanda. « *Les gens vont devoir se rassembler à nouveau et repartir au front* ».

Les autorités chinoises ont affirmé que la nouvelle législation sur la sécurité ne concernerait qu'« *une petite minorité* » de personnes, mais certaines opinions étant devenues illégales, elle a contribué à mettre fin au vaste mouvement de contestation.

La loi sur la sécurité a été adoptée en contournant le parlement du territoire semi-autonome. Les détracteurs de ce texte estiment qu'il porte gravement atteinte aux libertés, garanties en principe depuis sa rétrocession à la Chine en 1997.

Après l'immense mobilisation de 2019, Pékin a engagé une reprise en main musclée de son territoire.